

Convention collective nationale

IDCC : 3244 | **PROFESSIONS RÉGLEMENTÉES AUPRÈS DES JURIDICTIONS**  
**(26 janvier 2022)**

---

**Avenant n° 4 du 13 novembre 2024**  
relatif aux dispositions conventionnelles  
applicables en matière de formation professionnelle

NOR : ASET2550250M

IDCC : 3244

---

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**FEPraJ,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**CFTC CSFV ;**

**SNPJ CFTD ;**

**FSE CGT,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

Dans l'attente de l'harmonisation des règles conventionnelles applicables en matière de formation professionnelle, les partenaires sociaux de la branche des professions réglementées auprès des juridictions renouvellent les dispositions conventionnelles applicables au personnel des administrateurs et des mandataires judiciaires toujours en vigueur.

Le présent avenant vise à renouveler la contribution conventionnelle au financement de la formation professionnelle conformément aux dispositions de l'article 1.2.2.2 de la convention collective des professions réglementées auprès des juridictions et des dispositions de l'avenant n° 27 du 12 mars 2019 relatif à la désignation de l'opérateur de compétences (OPCO des entreprises de proximité) pour procéder à la collecte de la contribution conventionnelle de formation de la branche, dont il est rappelé l'article 4 :

En application des dispositions de l'article L. 6332-1-2 du code du travail, les entreprises versent une contribution conventionnelle de formation à l'OPCO des entreprises de proximité, qui s'élève à :

- pour les entreprises de moins de 11 salariés : 0,20 % ;
- pour les entreprises de 11 salariés à 299 salariés : 0,60 %.

De la masse salariale brute du personnel des administrateurs et mandataires judiciaires, à l'exception des entreprises dont le siège est implanté dans un DROM-COM.

### **Article 1<sup>er</sup> | Modification de l'article 5 l'avenant n° 27 du 12 mars 2019 relatif à la désignation de l'opérateur de compétences**

L'article 5 est remplacé par les dispositions suivantes :

#### **« Mise en œuvre de la collecte conventionnelle**

Le présent accord délègue à l'opérateur de compétence de la branche, l'OPCO des entreprises de proximité, la collecte des cotisations conventionnelles prévues dans la convention collective nationale du personnel des administrateurs et des mandataires judiciaires (IDCC 2706).

Cette contribution est due sur la base des salaires de l'année 2024 ; elle sera recouvrée dès le 1<sup>er</sup> trimestre 2025.

Les présentes dispositions cessent de produire effet au 31 décembre 2025 ; les partenaires sociaux de la branche décideront en 2025 de l'opportunité de poursuivre ce dispositif. Dans l'hypothèse où les partenaires sociaux décideraient de maintenir ou de modifier en 2026 cette contribution conventionnelle, un avenant aux présentes dispositions sera conclu. »

### **Article 2 | Application de l'avenant aux entreprises de moins de 50 salariés**

Compte tenu de la nature et de l'objet du présent avenant, les partenaires sociaux confirment ne pas avoir entendu prendre de stipulations spécifiques à l'égard des entreprises de moins de 50 salariés, dès lors que les dispositions de l'article 4 de l'avenant n° 27 du 12 mars 2019 relatif à la désignation de l'opérateur de compétences, tient déjà compte de la taille des entreprises.

Le présent avenant s'applique donc à l'ensemble des entreprises visées dans son champ d'application quel que soit leur effectif.

### **Article 3 | Date d'application**

Les dispositions du présent avenant entrent en vigueur à compter de son dépôt.

### **Article 4 | Dépôt**

Le présent avenant fera l'objet de formalités de dépôt conformément aux dispositions des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, auprès des services du ministre chargé du travail.

*Fait à Paris, le 13 novembre 2024.*

(Suivent les signatures.)